



16ème législature

Question N° : 5786	De M. Bastien Lachaud (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Seine-Saint-Denis)	Question écrite
Ministère interrogé > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique		Ministère attributaire > Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique
Rubrique >industrie	Tête d'analyse >Délocalisation des usines Latécoère de Labège et Montredon	Analyse > Délocalisation des usines Latécoère de Labège et Montredon.
Question publiée au JO le : 21/02/2023 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Bastien Lachaud interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la délocalisation annoncée des activités de l'usine Latécoère de Labège et de Montredon. En effet, lors du dernier comité économique et social, il a été annoncé la fermeture du site de Labège et la délocalisation des activités de celles de Montredon. Pourtant, l'usine de Montredon avait été inaugurée en grande pompe en juillet 2017, avec des discours lui promettant un bel avenir d'usine du futur. Cette usine a représenté un investissement de 47 millions d'euros, soutenue par l'argent public. Ainsi, la mairie de Toulouse avait vendu le terrain à un prix très avantageux. La région avait financé l'automatisation des procès de production. Mais à peine 6 ans plus tard, la délocalisation est annoncée. Les machines seraient transférées sur d'autres sites du groupe, en République tchèque et au Mexique. Les activités liées à l'avion de transport militaire A400M, seront délocalisées en Tunisie. 150 emplois sont directement menacés par ces annonces. Après les belles annonces sur la relocalisation des activités post-covid, le maintien des industries de souveraineté sur le territoire national, l'emploi industriel préservé en France, voilà la réalité : les politiques de délocalisation des grands groupes se poursuivent, quand bien même ils ont été aidés par l'argent public à s'installer. La souveraineté industrielle du pays est encore plus mise à mal, les pièces d'un avion stratégique pour les armées françaises fabriquées hors du territoire national. Aussi, il souhaite savoir ce qu'il compte faire pour maintenir les activités industrielles sur le territoire national, pour empêcher les nouvelles délocalisations et mettre en œuvre un protectionnisme solidaire.